Servant, la *Mort de François Ier* (Salon de 1870), etc.

François Ier et Charles-Quint visitant les tombeaux de Saint-Denis, chef-d'œuvre de Gros, musée du Louvre. Peu de jours après l'entrée de Charles-Quint à Paris (1er janvier 1540), ce prince fut conduit par François Ier à l'église de Saint-Denis où il fut reçu avec le cérémonial le plus éclatant. François voulut guider lui-même son hôte dans sa visite aux tombes royales. Le tableau de Gros nous montre les deux princes arrivés avec leur suite au bas de l'escalier qui conduit à la crypte : le roi de France se retourne vers Charles-Quint, et lui montre du doigt le tombeau provisoire de son prédécesseur Louis XII, disposé, selon l'usage, à l'entrée du caveau, en attendant qu'il y soit remplacé par une nouvelle dépouille royale. Les fils de François Ier accompagnent les deux souverains. L'aîné, le dauphin Henri, vêtu d'un pourpoint de soie à bandes d'or, d'un manteau de velours violet et d'un haut-de-chausses collant de soie blanche, est placé au premier plan, à côté de Charles-Quint; il tient à la main sa toque de velours noir ornée d'une plume blanche. Le plus jeune fils, Charles d'Orléans, habillé de blanc, avec un manteau d'un bleu tendre, est placé à la gauche de son père, près de l'entrée du caveau, où se tient un chapelain portant deux flambeaux et s'apprêtant à éclairer les pas des visiteurs.

Au bas des degrés, et nous tournant le dos, le cardinal de Bourbon, abbé de Saint-Denis, flanqué de deux autres ecclésiastiques, fait face aux souverains; il est revêtu de ses insignes et tient à la main sa crosse épiscopale. Ses acolytes sont, comme lui, tout resplendissants : leurs chapes rouges sont surchargées de dorures; sur celle qui est le plus près de nous, saint Denis est représenté portant sa tête dans ses mains.

Sur les degrés de l'escalier, derrière les princes, se pressent les grands seigneurs de la cour de France, le connétable Anne de Montmorency, tenant une épée nue, le duc de Guise, Henri d'Albret, Antoine de Bourbon, le légat et les cardinaux du Bellay et de Lorraine, etc. D'autres personnages importants, des dames surtout, sont groupés dans deux tribunes que sépare un pilier et dont la balustrade est recouverte par une draperie fleurdelisée. Dans la tribune, à travers laquelle on entrevoit le trésor de l'abbaye de Saint-Denis, on remarque Catherine de Médicis, Mme d'Uzès, Mme de Brissac, Diane de Poitiers, la belle Ferronnière, Amyot, le traducteur de Plutarque, et le célèbre sculpteur Jean Goujon. La seconde tribune est occupée par Mmes d'Andelot, de La Rochefoucauld, d'Elbeuf, la femme de Gros, ayant à sa gauche le jeune Michel de Montaigne, le Primatice, Pierre Lescot, Jean Bullant et, enfin, Clément Marot et Rabelais, qui s'entretiennent avec mystère. Dans le fond de cette seconde tribune est une fenêtre dont le jour glissant lutte avec le clair-obscur qui règne dans l'ensemble de cet étage élevé. Cette lumière, tombant d'en haut, éclaire de face les trois ecclésiastiques placés au premier plan; cette disposition produit une masse d'ombres vigoureuses qui sert de repoussoir aux figures principales, celles de Charles-Quint et de François Ier.

L'intérêt se porte ainsi, tout d'abord, sur les deux souverains. Charles-Quint, vêtu de noir, tient, de la main gauche, des gants jaunâtres, et, de la droite, renversée sur sa hanche, une toque ornée d'une plume; il a la tête de profil, tournée vers le tombeau de Louis XII, et semble écouter ce que lui dit François Ier. Celui-ci, vêtu d'un pourpoint rouge clair, d'un surtout vert garni de martre et d'un haut-de-chausses collant en soie blanche, est décoré, comme son rival, du collier de la Toison d'or. Gros a admirablement rendu le contraste physique et moral qui existait entre les deux princes. « Tout le roman de leur vie, dit M. Charles Blanc, toutes les nuances de leur caractère se peuvent lire dans leur pose, leur geste, leur costume et l'expression de leur visage. L'un est un aimable gentilhomme, à la tournure élégante, à la physionomie fine, mais ouverte, qui est charmé de voir son ennemi devenir pour un instant son hôte. Charles-Quint, au contraire, est un monarque hautain, artificieux et sombre, qui se défie de son hôte parce qu'il le sait son ennemi. Impossible de mieux représenter les deux nations, française et espagnole : la nôtre, dans la personne de ce galant et généreux chevalier qui fait en souriant les honneurs de son pays, et la nation espagnole sous les traits de ce prince sérieux et superbe, qui marche d'un pas roide, lent et fier, la tête relevée sur ses épaules hautes, comme s'il portait en lui toutes les grandeurs de la maison d'Autriche et de la couronne d'Espagne... Remarquons que l'attention du spectateur est non-seulement appelée par les deux personnages principaux de cette scène intéressante, mais qu'elle est encore sollicitée à se concentrer sur eux par le mouvement de toutes les figures du tableau qui fixent leurs regards étonnés sur ces deux monarques, hier ennemis jusqu'à la guerre, aujourd'hui rapprochés jusqu'à la courtoisie. »

Les deux jeunes fils de François Ier sont remarquables aussi par leur distinction vraiment royale; ils offrent eux-mêmes un contraste indiqué avec beaucoup de finesse. Henri est grave, comme il convient au futur roi de France. Charles a toute la candeur, toute l'insouciance de la jeunesse; de tous les visiteurs, c'est lui qui est le plus rapproché du caveau funèbre; la mort, hélas! l'y couchera bientôt.

Cette composition, si bien ordonnée et si pleine de détails charmants, est exécutée avec une finesse et un éclat admirables. Gros disait de cette toile peinte avec amour : « C'est mon bouquet! » — La justesse de cette expression est frappante. Le peintre a versé sur cette toile les trésors de sa palette harmonieuse et son coloris le plus fin et le plus riche.

Ce tableau fut commandé à Gros pour la sacristie de l'église de Saint-Denis; il fut exposé au Salon de 1812 où il obtint un légitime succès.

Gros avait conçu une autre composition de la visite faite à la royale basilique par Charles-Quint : dans ce projet, dessiné à la plume et qui a été reproduit en fac-simile dans la 2e édition de sa biographie par M. Delestre, les deux monarques et leur suite sont à cheval, et à quelques pas seulement de l'église sur le seuil de laquelle le clergé les attend.

François Ier (STATUE ÉQUESTRE DE), par M. Clésinger. Cette statue, exécutée pour la décoration de la cour du Louvre, est une des œuvres d'art qui ont fait le plus de bruit sous l'Empire et que la critique a le moins ménagées. Voici la description qu'en a faite M. Eugène Loudun : « Titien n'a représenté François Ier qu'en buste et de profil; mais, dans ce profil seul, il y a un air de noblesse, de franchise et d'autorité qui saisit d'abord, ce qu'on appelait jadis un *grand air :* personne ne s'y trompe, c'est là le portrait d'un homme habitué à commander, à qui appartient le pouvoir et qui en a le sentiment; on comprend qu'il puisse porter le manteau royal; son air le décèle, c'est un roi. Qu'est-ce que je vois, au contraire, dans le personnage qui pose ici (l'œuvre de Clésinger)? Un galant officier, un capitaine de gens d'armes paradant dans quelque solennité : son ajustement et celui de son cheval l'attestent. Le cheval semble partager la préoccupation de son maître : tout couvert de houppes, de glands de soie, de brimborions et d'affiquets, la queue flamboyante, il piaffe sous tout ce clinquant. Quant au cavalier, il est en costume de guerre, il est vrai; il n'a pas quitté son corselet de fer qui serre et dessine agréablement sa taille; mais il a échangé son casque contre une toque, et, sur cette toque, se balance, se dresse plutôt un superbe panache droit comme le plumet d'un trompette des guides; en cette toilette pimpante, il fait cabrer son coursier aux yeux des dames penchées sur les balcons; de la main, il leur adresse de gracieux saluts; tout glorieux de sa bonne mine, il pose en beau cavalier fanfaron et coquet, il ne songe qu'à s'attirer les applaudissements et les sourires. » M. Loudun ajoute que le *François Ier* de Clésinger est une œuvre de révolutionnaire, comme le *Roi s'amuse* de Victor Hugo : poëte et statuaire n'ont voulu voir dans le *roy* de France qu'un galantin, un coureur de filles. Le *Grand Dictionnaire* est trop ami de la vérité historique pour blâmer les artistes qui croient bon de rappeler les vices que couvrait la majesté royale. Si M. Clésinger n'avait eu d'autre tort que de dépouiller François Ier des grands airs conventionnels qui constituent cette majesté, et de nous montrer seulement le gentilhomme galant, courtois, d'une gaieté gauloise, sa statue n'eût certainement pas autant effarouché le public. Ce qui a déplu dans cette figure équestre, c'est d'abord le costume du roi, qui n'a rien de sculptural, ce sont les formes un peu trop massives du cheval, c'est surtout le luxe des ornements et la violence du mouvement, qui formaient un contraste fâcheux avec les lignes calmes et pures des façades de la cour du Louvre. Aussi ne peut-on qu'approuver la décision qui a fait enlever de cette cour, où il figura pendant près d'un an, le modèle en plâtre de la statue de M. Clésinger.

François Ier (MAISON DE). Résidence historique, aujourd'hui située Cours la Reine, à l'angle de la rue Bayard. Construite à Moret, en 1523, par François Ier, puis vendue par le gouvernement français, en 1826, elle fut acquise par un particulier qui la fit littéralement transporter à Paris, pierre à pierre, sur l'emplacement qu'elle occupe aujourd'hui. C'est un curieux monument de la Renaissance, avec frises, trophées et médaillons, dont les sculptures sont attribuées à Jean Goujon. L'édifice forme un carré élevé seulement de deux étages.

FRANÇOIS II, roi de France, fils de Henri II et de Catherine de Médicis, né à Fontainebleau en 1543, mort à Orléans en 1560. Il naquit faible et d'une constitution maladive, triste héritage des débauches de ses pères, fut marié, en 1558, à la jeune reine d'Écosse, Marie Stuart, nièce des Guises, et succéda, l'année suivante (1559), à son père. Ses amis l'appelèrent le *roi sans vices*, et ses ennemis le *roi sans vertus*. Il fut en réalité l'un et l'autre. Instrument passif entre les mains de ses oncles, il fut étranger aux événements de son propre règne, traînant sur le trône une existence condamnée et achevant tous les jours de mourir. Les Guises persécutèrent en son nom les réformés, déjouèrent le complot d'Amboise formé contre eux par une partie de la noblesse sous les auspices de Condé, livrèrent au supplice une partie des coupables, et auraient même sacrifié les princes de Bourbon et de Condé, si la mort du roi ne fût venue mettre leur pouvoir en question. Le jeune prince mourut à la suite d'un flux d'oreilles, après un an de règne. Il était âgé d'un peu moins de dix-huit ans. La cour était dans une telle agitation et si pleine d'intrigues, qu'on ne songea point aux funérailles et que le cadavre fut emmené sans suite à Saint-Denis.

FRANÇOIS DE FRANCE, duc d'Alençon et d'Anjou. V. ANJOU.

FRANÇOIS Ier, duc de Bretagne, né à Vannes en 1414, mort en 1450. Il succéda, en 1442, à son père Jean V, fit hommage simple au roi de France, comme duc de Bretagne, et hommage lige comme comte de Montfort. Cette réconciliation de la maison de Bretagne avec la couronne était intéressée des deux côtés. Après plusieurs guerres contre les Anglais, entreprises de concert avec Charles VII, François fit périr son frère Gilles, dont il redoutait l'ambition, et institua l'ordre de l'Epi.

FRANÇOIS II, dernier duc de Bretagne, né en 1435, mort en 1488. Il succéda, en 1459, à son oncle Arthur III, entra contre Louis XI dans la ligue dite du *Bien public*, vit augmenter ses prérogatives par le traité de Saint-Maur, suivit le roi au siége de Roye, tenta, en 1467, la conquête de la Normandie, mais fut contraint, après plusieurs défaites, de signer le traité d'Ancenis (1468). Fort de l'appui du roi d'Angleterre, il reprit encore les armes contre son redoutable suzerain, mais fut vaincu à plusieurs reprises et forcé de se soumettre. Pendant la régence d'Anne de Beaujeu et la minorité de Charles VIII, il fut mêlé à toutes les coalitions féodales, essayant de les exploiter au profit de l'indépendance de la Bretagne. Le duc d'Orléans révolté trouva en lui un appui; mais l'irruption de Charles VIII et de la Trémoille en Bretagne et la perte de la décisive bataille de Saint-Aubin-du-Cormier (1488), qui décida du sort de la province, ruinèrent toutes ses espérances, et le chagrin qu'il en ressentit le conduisit en peu de temps au tombeau. Il eut pour conseiller et principal ministre le fameux Landais.

FRANÇOIS Ier (Etienne), empereur d'Allemagne, né à Nancy en 1708, mort en 1765. Duc de Lorraine, puis grand-duc de Toscane (1737), il devint, par son mariage avec Marie-Thérèse, corégent des Etats autrichiens et fut enfin élu, malgré l'opposition de la France et de la Prusse, empereur d'Allemagne en 1745. Son épouse dirigeait toutes les affaires, et l'unique occupation de ce prince était d'augmenter ses richesses par des opérations commerciales. Frédéric II, dans l'*Histoire de son temps*, nous apprend qu'il économisait chaque année de fortes sommes sur les revenus de la Toscane, et qu'il les employait à faire du commerce, à établir des manufactures et même à prêter sur gages. Pendant quelque temps, il s'associa avec un marchand et avec le comte Boltza pour prendre à ferme les douanes de la Saxe, et, chose fort singulière, il fournit, en 1756, de farine et de fourrage l'armée de Frédéric II, qui était alors en guerre avec Marie-Thérèse. Ce prince, dont le nom n'est que fort rarement prononcé dans l'histoire, était poli, affable, éclairé et tolérant. Il cultiva les lettres et les sciences, fonda à Pistoie une Académie de belles-lettres (1745) et à Augsbourg une Académie des arts (1755), et dota Vienne d'un cabinet d'histoire naturelle et de médailles. Il s'occupa beaucoup d'alchimie et de la recherche de la pierre philosophale. L'empereur François eut, de son mariage avec Marie-Thérèse, seize enfants, au nombre desquels se trouvait Marie-Antoinette, qui devint reine de France.

FRANÇOIS II (Joseph-Charles), empereur d'Allemagne, ou **FRANÇOIS Ier**, empereur d'Autriche, né en 1768, mort en 1835. Il succéda, en 1792, à Léopold II, son père. C'était un prince d'une nullité à peu près complète. Il ne régna que de nom, sous la tutelle de Metternich. A son début, il entra en lutte avec la Révolution française, et, jusqu'en 1809, cette lutte ne fut pour lui qu'une série de désastres. En 1797, le traité de Campo-Formio lui enlève la Lombardie; mais, par une condescendance coupable du Directoire, François reçoit Venise en dédommagement. La perte de la bataille de Marengo lui coûte plusieurs provinces (1800). Défait à Austerlitz, il cède la Vénétie (1805). L'établissement de la Confédération du Rhin l'oblige à abdiquer le titre d'empereur d'Allemagne pour prendre celui d'empereur d'Autriche (1806); une nouvelle levée de boucliers, qu'il fait en 1809, lui coûte la Gallicie et les provinces illyriennes. Enfin, pour comble d'humiliation, il se voit obligé de donner sa fille aînée, Marie-Louise, à son heureux vainqueur (1810). L'alliance qu'il a contractée, il se hâte de la rompre dès que Napoléon est abandonné par la fortune (1813). Les succès de la coalition le remettent en possession de tous les Etats qu'il a perdus depuis vingt ans. François II se montra dur dans la répression des tentatives insurrectionnelles de la Lombardie en 1821 : les tortures du Spielberg pèseront éternellement sur sa mémoire.

FRANÇOIS-JOSEPH Ier (Charles), empereur d'Autriche, fils de l'archiduc François-Charles et de la princesse Sophie de Bavière, né à Vienne le 18 août 1830. Par les soins de sa mère, femme très-distinguée, et de son gouverneur, le comte de Bombelles, il reçut une brillante et solide instruction. Au mois d'avril 1848, le jeune prince, âgé seulement de dix-huit ans, fut nommé gouverneur de Bohême; mais il quitta bientôt ce poste pour prendre un commandement dans l'armée autrichienne en Italie, où il se fit remarquer par sa belle conduite dans l'affaire de Santa-Lucia, le 6 mai 1848. Bientôt après, les événements le rappelèrent d'Italie pour le placer sur le trône d'Autriche, par l'abdication de l'empereur Ferdinand et celle de l'archiduc François-Charles, son père (2 décembre 1848). François-Joseph fut, en conséquence, revêtu solennellement des insignes impériaux et proclamé empereur d'Autriche et roi de Hongrie et de Bohême. La proclamation du nouveau roi présentait un séduisant programme de justice et de liberté. « Nous voulons, y disait-il, que tous les citoyens soient égaux devant la loi; qu'ils aient les mêmes droits au point de vue de la représentation et de la législation. Ainsi le pays recouvrera son antique splendeur. » Cependant, la Hongrie refusa de se soumettre à François-Joseph, et, le 14 avril 1849, elle se constitua en république sous la présidence du patriote Kossuth. Mais la jeune république fut de courte durée. Après la bataille de Novare, si funeste aux Italiens, l'Autriche, secondée par la Russie qui lui envoya un secours de 100,000 hommes, se retourna contre la Hongrie, qu'elle accabla de tout le poids des forces dirigées contre elle. François-Joseph fut sourd à la voix de l'humanité; et lorsque le général Paskéwitch, en lui annonçant la pacification de la Hongrie, invoqua la clémence de l'empereur, celui-ci ordonna l'exécution des généraux hongrois, parmi lesquels se trouvait le comte Louis Bathyani. Lorsque la Lombardie et la Vénétie eurent été soumises à leur tour par Radetski, François-Joseph, par les édits de Schœnbrunn (26 septembre 1851), déclara nuls et non avenus la plupart des articles de la charte qu'il avait déjà promulguée et annonça que « les ministres ne seraient désormais responsables que vis-à-vis de l'autorité impériale, qu'ils auraient à jurer une fidélité sans condition et à prendre l'engagement d'exécuter toutes les ordonnances et volontés de l'empereur. » En outre, la liberté de la presse était abolie et la garde nationale licenciée. Enfin, le 1er janvier 1852, l'empereur supprima la charte qu'il avait lui-même octroyée à ses peuples le 4 mars 1849, et qui n'avait jamais existé que de nom. C'était le rétablissement du gouvernement absolu. A l'extérieur, par une politique habile, l'empereur François-Joseph reconquit, du moins en partie, la prépondérance que ses prédécesseurs exerçaient avant la révolution de 1848. Après avoir momentanément résolu la question du Slesvig-Holstein, il envoya un corps d'armée pour soutenir le grand-duc de Hesse contre son peuple révolté. Enfin, à la suite d'une entrevue qu'il eut à Berlin avec le roi de Prusse, les relations se resserrèrent entre les deux pays, et, le 19 février 1853, se conclut entre eux un traité de commerce dans lequel entrèrent d'autres Etats allemands. Le 24 avril 1854, François-Joseph épousa la princesse de Bavière Elisabeth-Amélie-Eugénie, fille de Maximilien-Joseph des Deux-Ponts-Birkenfeld, dont il a eu deux filles, l'une née en mars 1855, l'autre en juillet 1856. Lors de la guerre d'Orient, l'empereur d'Autriche, malgré l'appui que lui avait prêté la Russie contre la Hongrie, se déclara en faveur de la Turquie avec la France, l'Angleterre et l'Italie. Il sut cependant garder jusqu'à la fin le rôle de pacificateur. On connaît les résultats de cette guerre. Le congrès de Paris y mit fin par le traité du 30 mars 1856, signé pour l'Autriche par le comte de Buol et le baron de Hübner. L'année précédente, il avait signé avec le pape un concordat qui rapportait les lois si sagement libérales de Joseph II, et livrait au clergé la presse et l'instruction publique.

La prospérité de ce règne devait subir un temps d'arrêt en 1859. Cette année-là, l'empereur d'Autriche, refusant de soumettre à l'arbitrage d'un congrès la question lombardo-vénitienne, donna au général Giulay l'ordre d'envahir le Piémont; l'armée autrichienne, repoussée de toutes parts par les armées franco-italiennes, fut complétement battue à Solferino, le 24 juin, et François-Joseph fut obligé de signer avec Napoléon III le traité provisoire de Villafranca, bientôt suivi de celui de Zurich, qui abandonnait la Lombardie à l'Italie, mais laissait la Vénétie à l'Autriche; paix mal assise et que devaient rompre les événements ultérieurs. Cette guerre malheureuse fut naturellement suivie d'un nouveau soulèvement de la Hongrie en 1860; ce soulèvement fut à grand'peine comprimé. Ce fut alors que l'empereur d'Autriche, poussé par l'impérieuse nécessité, — qui a dicté plus de constitutions que l'esprit de justice, — concéda à ses peuples des institutions véritablement constitutionnelles, dans lesquelles il conserve leur autonomie aux diverses nationalités de son empire. Sous ces nouvelles institutions, l'Autriche parut se relever. Vers la fin de 1863, elle s'allia avec la Prusse pour dépouiller le Danemark d'une partie de ses possessions; mais cette facile victoire contre un ennemi trop faible ne profita guère à l'Autriche. Lorsque vint le partage des territoires conquis, les deux alliés ne s'entendirent plus, et, après les vains efforts de la diplomatie, une guerre terrible éclata entre la Prusse, alliée à l'Italie, d'une part, et l'Autriche de l'autre, ayant pour alliés les principaux Etats de l'Allemagne (1866). La bataille de Sadowa, perdue par l'Autriche, mit fin à cette guerre. La Prusse se trouva agrandie, et la puissance de l'Autriche, exclue de la Confédération germanique, diminuée d'autant. François-Joseph se vit alors en présence de la situation la plus critique. Non-seulement ses possessions étaient amoindries, mais encore son prestige se trouvait détruit, l'état de ses finances était pitoyable, et les diverses nationalités dont se compose son empire paraissaient en proie à une effervescence révolutionnaire et décentralisatrice, qui annonçait une dislocation prochaine. Pour conjurer la crise, François-Joseph eut la sagesse de comprendre qu'il devait complétement renoncer à la politique de compression suivie par lui jusqu'alors, entrer dans la voie des réformes libérales et réparatrices, satisfaire aux justes exigences des populations en établissant des institutions constitutionnelles, et il mit alors à la tête des affaires l'ancien ministre de Saxe, l'adversaire déclaré de M. de Bismark, le baron de Beust (30 octobre 1866), qui mit aussitôt ce programme à exécution. Le 8 juin 1867, François-Joseph alla se faire couronner à Pesth roi de Hongrie et se concilia ce pays en lui donnant un ministère autonome. Parmi les réformes qui signalèrent cette nouvelle phase du règne de ce prince, nous citerons l'admission des juifs aux droits civils et politiques, la proclamation de l'égalité des confessions religieuses devant la loi, l'abrogation partielle du concordat signé avec Rome, l'établissement du mariage civil (1867), l'abolition de la contrainte par corps (1868), la réorganisation de l'armée sur un pied formidable, etc. En 1867, l'empereur François-Joseph se rendit à Paris pour y visiter l'Exposition universelle. Deux ans plus tard, il fit comprimer l'insurrection fort grave qui éclata dans les bouches du Cattaro, en Dalmatie. Au mois de novembre 1869, il alla assister, en même temps que l'impératrice Eugénie, à l'inauguration du canal de Suez. Peu après son retour, il devait se rendre à Brindisi pour y rencontrer le roi d'Italie Victor-Emmanuel, et amener par là un rapprochement définitif entre les maisons d'Autriche et de Savoie; mais une maladie du roi d'Italie rendit l'entrevue impossible. L'année suivante, à la suite de la proclamation du dogme de l'infaillibilité papale par le concile, il se décida, bien que catholique fervent, sous la pression de M. de Beust, à déclarer au gouvernement du pape que, les doctrines promulguées par l'assemblée conciliaire plaçant les relations de l'Eglise et de l'Etat sur une base toute nouvelle, le concordat passé entre le pape et l'Autriche en 1855 se trouvait frappé de caducité, et que le gouvernement impérial le considérait désormais comme abrogé (30 juillet 1870). A cette époque, la candidature du prince de Hohenzollern ayant tendu les relations diplomatiques de la France et de la Prusse au point d'amener une rupture, François-Joseph proposa, de concert avec l'Angleterre, que les puissances intervinssent pour régler le différend. Mais ces ouvertures furent repoussées par Napoléon III, et, après la déclaration de guerre (17 juillet 1870), l'empereur d'Autriche annonça qu'il conserverait la neutralité entre les belligérants. L'occasion pour lui était belle de se joindre à nous pour tenter de reprendre sa revanche de Sadowa; mais l'état de son armée, qui n'était pas prête à entrer en campagne, et celui de ses finances, sa position de prince allemand furent autant de raisons qui lui conseillèrent de conserver une attitude purement expectante. Après la chute de Napoléon, il laissa en France son ambassadeur, M. de Metternich, sans reconnaître officiellement, toutefois, le gouvernement de la Défense nationale. Mais, dès que M. Thiers fut proclamé chef du pouvoir exécutif de la République française (17 février 1871), il s'empressa d'accréditer auprès de lui, comme ambassadeur, M. de Metternich. Quelques mois plus tard, M. de Bismark, désirant concilier l'Autriche à la politique prussienne, provoqua les deux entrevues qui eurent lieu à Salzbourg, puis à Gastein, entre l'empereur Guillaume et l'empereur François-Joseph (août-septembre 1871). A la suite de ces entrevues, qui excitèrent si vivement l'attention de l'Europe, François-Joseph fit connaître par M. de Beust aux puissances, et particulièrement au gouvernement français, qu'une entente s'était établie entre les deux grands Etats allemands en vue du maintien de la paix en Europe, entente naturellement concertée contre la France, au cas où elle voudrait tenter de prendre sa revanche. Depuis cette époque, l'antagonisme permanent qui existe dans les Etats autrichiens entre les centralistes et les fédéralistes, la prétention de la Bohême à posséder comme la Hongrie un ministère autonome, le refus des Tchèques d'envoyer des députés à la diète centrale, ont amené de graves complications intérieures dans ce pays. A la suite de la dislocation du ministère Hohenwart et de la constitution d'un nouveau ministère, composé d'hommes d'Etat appartenant aux deux partis en lutte, M. de Beust prit la détermination de quitter le poste qu'il occupait depuis 1866 et donna, au mois de novembre 1871, sa démission de chancelier de l'empire. L'empereur François-Joseph, en se privant des services de cet éminent homme d'Etat, a tenu à déclarer hautement qu'il continuerait la politique libérale et conciliatrice inaugurée en Autriche par M. de Beust.

François-Joseph (ORDRE DE), ordre autrichien de chevalerie. Il a été fondé, le 2 décembre 1849, par l'empereur François-Joseph Ier, qui lui a donné son nom et l'a destiné à récompenser tous les genres de services. Il se compose de trois classes : les grands-croix, les commandeurs et les chevaliers. Le ruban est rouge foncé.

FRANÇOIS Ier (Janvier-Joseph), roi des Deux-Siciles, fils de Ferdinand IV et de Marie-Caroline, né en 1777, mort le 19 novembre 1830. Il remplaça son père en qualité de vicaire général, en 1812, alors que la souveraineté de sa famille était restreinte à la Sicile, puis à l'époque de la révolution de 1820, et lui succéda à sa mort, arrivée le 4 janvier 1825. A cette époque, les Etats de Naples étaient occupés par une armée autrichienne, dont le départ n'eut lieu qu'en 1827. Le règne de ce prince fut assez tranquille, et si l'on en excepte le sac de la ville de Bosco, qui s'était soulevée au nom de la liberté (1828), on peut dire que la conduite de François Ier n'a rien de comparable à celle des autres souverains de sa maison. A la veille de la révolution de 1830, il fit un voyage à Paris. Le duc d'Orléans lui offrit une fête magnifique au Palais-Royal; il y eut un bal splendide, ce qui a fait dire que l'on dansait *sur un volcan*. Il est le père de Ferdinand II, son successeur; de la duchesse de Berry et de Marie-Christine, qui fut reine d'Espagne.

François Ier (ORDRE DE), fondé dans le royaume des Deux-Siciles par le roi François Ier, le 28 septembre 1829, et destiné à récompenser les personnes qui se distinguaient dans les arts, les sciences, l'agriculture et le commerce. Le roi était chef et grand maître de l'ordre, qui se divisait en trois classes : les grands-croix, les commandeurs, les chevaliers. Un chapitre de l'ordre soumettait les candidats au roi, qui, seul, pouvait faire les nominations. Les insignes consistaient en une croix d'or, à quatre branches émaillées de blanc, avec large bordure en or et anglée de fleurs de lis en or. Au milieu était un écusson en or avec les lettres F. J., surmontées de la couronne royale. Un cercle en émail d'azur contient cette inscription : *De rege optimo merito*. Au revers est un écusson, portant au centre ces mots : *Franciscus primus instituit* MDCCCXXIX. La décoration, surmontée d'une couronne royale, était suspendue à un large ruban rouge bordé d'un liséré bleu. Les grands-croix la portaient en écharpe de droite à gauche, les commandeurs en sautoir et les chevaliers à la boutonnière.

FRANÇOIS II (Marie-Léopold), ex-roi des Deux-Siciles, né le 16 janvier 1836. Il est fils du feu roi Ferdinand II et de sa première femme, Christine de Savoie, fille de Victor-Emmanuel Ier, roi de Sardaigne. N'étant encore que duc de Calabre, il fut marié, le 3 février 1859, à la princesse Marie-Sophie de Bavière. Lorsque, quelques mois plus tard (22 mai 1859), il succéda à son père, l'attente de ses sujets, les circonstances favorables, les encouragements de la France, de l'Angleterre et du Piémont, tout, en un mot, poussait le jeune roi à accomplir l'œuvre réparatrice qui semblait être la mission de ce règne. Mais, loin d'adopter une politique libérale, François II, timide, mal élevé, inexpérimenté, mal entouré et plus mal servi, ne fit que continuer le triste règne de son père. Il n'y eut de changé à Naples que le nom du roi.

Dominé par la seconde femme de son père, princesse autrichienne, par son confesseur fanatique, Mgr Gallo, par la jeune reine, qui contribua à la perte de sa royauté pour des intérêts qui n'avaient rien de national, entouré de prêtres et de gentilshommes nourris d'idées d'absolutisme et de servilité, défiant et soupçonneux, François II passa son règne de dix-huit mois dans l'irrésolution et l'incertitude. Opposé à toute idée de réforme et de liberté, il remit en vigueur, malgré les représentations de la France et de l'Angleterre, l'odieux système de terreur et d'espionnage employé par son père, et les amis de la liberté n'eurent bientôt plus qu'un planche de salut, l'insurrection. Le 29 mai 1859, il repousse l'alliance du Piémont; le 29 septembre, il fait arrêter les hommes les plus éminents de Naples; à la fin de 1859, il fait concentrer un corps d'armée dans les Abruzzes, pour donner la main à l'Autriche en cas de guerre; en janvier 1860, il repousse de nouvelles offres du Piémont; trois mois après, nouveau refus à M. de Cavour, qui lui proposait de s'emparer des Marches, tandis que le Piémont aurait pris Ancône; en mars 1860, nouvelles arrestations : telles furent les fautes dont François II doit partager la responsabilité avec son premier ministre, le général Filangieri. Au printemps de 1860 éclata en Sicile une insurrection qui ne fut étouffée que par une cruelle répression. Mais bientôt apparut Garibaldi, et les choses changèrent de face. Un mois après, il n'y avait plus que la citadelle de Messine qui restât au pouvoir de François II. La main forcée, pour ainsi dire, le roi se décida, comme son père (1848) en pareille occurrence, à donner une constitution (25 juin 1860), et à appeler M. Spinelli au ministère. En même temps il fit faire au Piémont toutes les propositions qu'il avait rejetées précédemment. Sans mettre en doute la nécessité de cette conversion de la peur, M. de Cavour demanda à réfléchir jusqu'au moment où le parlement napolitain se réunirait. Pendant ce temps, le 15 juillet, les soldats de la garde royale de François II simulaient une émeute absolutiste; le 8 août 1860, Garibaldi passait le détroit, débarquait sans résistance au cap dell' Armi, en Calabre, et se dirigeait vers Naples, plutôt en triomphateur qu'en envahisseur; le 27 août, François II réclamait vainement la protection des escadres française et anglaise. Il demandait des conseils, et son oncle, le comte de Syracuse, lui proposait d'abdiquer en faveur de Victor-Emmanuel; le 6 septembre, il quittait Naples, en protestant contre la prise de possession de ses Etats, pour aller se réfugier à Gaëte, où il allait illustrer d'un dernier reflet de virilité inattendue un règne expirant. Après une courageuse défense, il signe la capitulation de Gaëte, le 13 février 1861, et arrive à Rome le 15 février. Sa protestation contre l'adoption du titre de roi d'Italie par Victor-Emmanuel est datée de Rome, 5 avril 1861. Depuis, son rôle politique s'est borné à fomenter le trouble et le brigandage dans les provinces napolitaines.

FRANÇOIS Ier, II et III, ducs de Modène. V. ESTE et MODÈNE.

FRANÇOIS IV, duc de Modène, né à Milan en 1779, mort à Modène en 1846. Il était fils de l'archiduc Ferdinand d'Autriche, gouverneur de la Lombardie, et de Marie-Béatrix d'Este, la riche et ambitieuse héritière des Etats et des trésors des familles souveraines d'Este et de Cybo. Elevé par un chevalier de Malte et par un jésuite, sous la direction de son orgueilleuse mère, le jeune prince reçut de bonne heure des idées politiques et sociales dignes du moyen âge, ce qui donna à son règne une physionomie bien étrange. Après avoir dédaigné la main de Pauline Bonaparte, et s'être vu enlever par Napoléon celle de l'archiduchesse Marie-Louise, qu'il convoitait, François épousa, en 1812, sa propre nièce, Marie-Béatrix de Savoie, fille de Victor-Emmanuel Ier, qui lui apporta une dot considérable. Mais la jeune princesse n'accepta cette union qu'avec répugnance, et se refusa, dit-on, pendant plusieurs années, à la consommation du mariage. Toujours est-il qu'elle ne le rendit père qu'en 1817. Ils eurent pour enfants : Marie-Thérèse, qui a épousé le comte de Chambord; François, qui succéda à son père; Ferdinand, mort en 1849, laissant une fille, à qui reviendra l'immense fortune des ducs de Modène; et enfin Marie-Béatrix. Cette dernière, qui a épousé l'infant don Juan d'Espagne, a été peu de temps après abandonnée par son mari. En 1814, François IV fut mis en possession des Etats de la maison d'Este, c'est-à-dire du duché de Modène, auquel vint se joindre, à la mort de sa mère, le duché de Massa-Carrara. Son premier soin fut de remettre le code modénais de 1771 dans toute sa vigueur, y compris la torture, et de rappeler les jésuites. Forcé de quitter ses Etats, en 1815, pendant la courte campagne de Murat, il y rentra à la suite des Autrichiens et supprima les pensions de tous les anciens militaires du royaume d'Italie qui s'étaient joints à l'armée de Murat. Le nouveau duc détestait presque autant Metternich que Napoléon. Systématiquement hostile aux idées libérales, François réalisa l'idéal du pouvoir personnel et arbitraire. Il confondit sans scrupule les finances de l'Etat avec les siennes propres, et les économies qu'il fit sur les revenus publics lui permirent d'accroître, par d'importantes acquisitions en Bohême, son immense fortune, la plus considérable de celles des princes souverains en Europe. Il mit tous les établissements d'instruction publique dans les mains des jésuites, se montra hostile à la jeunesse, et lui défendit d'aller étudier au dehors. En même temps, il distribuait les emplois civils et militaires à la noblesse, supprimait les conseils communaux et multipliait les couvents. A tous ces torts il joignait le tort, plus grave encore, de substituer sa volonté à celle des lois, en annulant ou en modifiant, par des *rescrits*, les décisions de l'autorité judiciaire, et d'avilir la magistrature par l'abus de la police secrète. Aussi, au congrès de Vérone, fut-il chargé de faire la haute police dans l'Italie entière pour le compte de la Sainte-Alliance. Mais son ambition secrète était beaucoup plus vaste : il voulait se créer une sorte de royaume de la haute Italie, soit aux dépens de l'Autriche, soit plutôt en succédant, en Piémont, à la branche aînée de la maison de Savoie à l'exclusion de Charles-Albert : les événements de 1821 encouragèrent cette dernière espérance. Aussi ne manqua-t-il pas d'exciter contre le jeune prince de Carignan le ressentiment du roi Charles-Félix, qui se trouvait à Modène en 1821. Cette même année vit commencer à Modène les procès des carbonari jugés par des tribunaux extraordinaires, composés d'hommes tarés et jouissant, à ce titre, de l'estime du duc. Il fallait au moins une exécution; elle eut lieu : ce fut celle d'un nommé Andreoli. Le chef de la police ayant été assassiné, on accusa de ce meurtre un innocent qui, bien qu'acquitté par le tribunal, fut, par ordre du duc, jeté dans un cachot, où il eût sans doute pourri jusqu'à la fin de ses jours si la révolution de 1831 ne fût venue l'en tirer. C'est aussi vers cette époque que François imagina de supprimer les universités et d'enfermer les étudiants des Facultés dans les pensionnats des jésuites : c'était pour donner aux jeunes gens l'habitude de la délation. Cependant le duc intriguait avec les carbonari, et notamment avec Cyrus Menotti, soit qu'il comptât réellement sur leur appui pour devenir roi d'Italie, soit qu'il n'agît ainsi que pour mieux connaître leurs secrets. Toujours est-il qu'au moment où la conspiration allait éclater, François, qui, grâce à sa duplicité, en tenait tous les fils, fit arrêter une trentaine des principaux conjurés, le 3 février 1831, et écrivit aussitôt au gouverneur de Reggio un billet qui a été retrouvé et où on lit ces mots : « Envoyez-moi le bourreau. » *Signé :* FRANÇOIS. Mais la nouvelle de l'insurrection de Bologne et de la prochaine arrivée des insurgés ne laissa pas au duc le temps d'accomplir son atroce projet, et, le 5 février, il partait lâchement, sans avoir essayé la moindre défense; mais il traînait après lui l'infortuné Menotti, qui avait eu le malheur d'être son ami, et qui devait être la victime expiatoire. Le 8 mars, le duc rentrait, toujours à la suite des Autrichiens, et son premier acte d'autorité fut de faire pendre Menotti et l'avocat Borelli, dont tout le crime était d'avoir rédigé la délibération par laquelle un gouvernement provisoire avait été constitué pendant l'absence du duc. Dès lors, le duc fut dominé par la peur et par deux conseillers pires encore : l'un était l'infâme Canosa, Napolitain trop fameux, l'autre le vil Riccini, ministre du *buon governo* ou de la police. Ces deux misérables exploitèrent habilement les terreurs de François au profit de leurs intérêts et de leurs rancunes privées. Il fallait à tout prix des conspirations imaginaires : de là les procès et les exécutions de Ricci et de Mattioli, victimes de la haine de Riccini. Canosa rédigeait à Modène, sous le titre impudent de la *Voix de la vérité*, une feuille san-fédiste furibonde et menteuse, et le duc, qui avait refusé de reconnaître tous les gouvernements constitutionnels, n'ouvrait les barrières de ses Etats qu'aux partisans du comte de Chambord, de don Carlos et de dom Miguel. Sauf cette exception, il était parvenu à élever une sorte de muraille de la Chine autour de ses frontières, dont il prétendit avoir su éloigner le choléra, mais dont il éloigna aussi les journaux, les idées modernes, les congrès scientifiques et les chemins de fer. Vers la fin de son règne, il voyait toujours les ombres de ses victimes. Mais comme il n'est rien ici-bas d'absolument mauvais, il faut ajouter que ce prince, qui ne manquait ni d'intelligence ni d'activité, favorisa l'agriculture et soulagea, dans une assez large mesure, les classes pauvres, se montra généreux envers les émigrés légitimistes, Espagnols et Portugais, encouragea par des subsides la société scientifique des Quarante, résidant à Modène, augmenta de 15,000 volumes sa bibliothèque publique, et forma un musée de 35,000 monnaies et médailles. Stendhal a donné un tableau saisissant de la cour de ce prince dans la *Chartreuse de Parme*.

FRANÇOIS V, ex-duc de Modène, fils du précédent et de Marie-Béatrix de Savoie, né à Modène le 1er juin 1819. Il succéda à son père le 21 janvier 1846. Précédemment déjà (30 mars 1842), le jeune prince avait épousé la princesse Aldegonde de Bavière. Peu après son avénement au trône, il donna l'aînée de ses sœurs au comte de Chambord, et la seconde à don Juan d'Espagne. Le règne de François V fut une pâle copie de celui de François IV. La même loi suprême, c'est-à-dire l'arbitraire le plus effréné, continua de régir Modène. Les arrêts de la justice n'étaient comptés pour rien, et le duc les corrigeait à son gré par des *rescrits*.

Cependant le réveil de l'Italie approchait, et les premiers symptômes éclataient de toutes parts. François V aurait pu consolider à jamais son trône en acceptant les ouvertures de Pie IX relatives à la ligue douanière entre les Etats italiens; mais, au contraire, le jeune prince les repoussa avec défiance et se serra de plus en plus contre l'Autriche. Quelque temps après, Metternich lui dictait cet étrange traité qui faisait de Modène une province autrichienne et de son duc un simple proconsul. Le 20 décembre 1847, l'armée autrichienne venait prendre possession du duché. Quelques mois plus tard, à la nouvelle des constitutions qui étaient proclamées dans toute l'Italie, le jeune prince, conseillé par son oncle l'archiduc Ferdinand, qu'on appelait à cette époque le *bourreau de la Gallicie*, refusa de pactiser avec le libéralisme. Puis, amené malgré lui à quelques concessions insignifiantes qui ne firent qu'exciter les esprits, le duc partit au milieu du mécontentement général. Cependant, sous l'influence d'un honnête homme, le président Scozia, le duc, en quittant ses Etats, délia les